

<https://www.aefinfo.fr/depeche/717399-selon-le-snes-fsu-il-manque-au-moins-un-enseigna...>

✍ Elise Le Berre

🕒 6 min read

Selon le Snes-FSU, il manque au moins un enseignant dans 56 % des collèges et lycées

Un professeur au moins est manquant dans 56 % des collèges et lycées : c'est le constat dressé par le Snes-FSU dans une enquête parue le 6 septembre 2024. Dénonçant une "crise structurelle" dans l'Éducation nationale, le syndicat observe un "grand nombre de postes non pourvus, dans toutes les académies", pour les personnels enseignants mais également côté AESH et AED. Alors que Nicole Belloubet a affirmé, de son côté, avoir "comblé les déficits" via le recrutement de contractuels, le Snes y voit un "bricolage institutionnel", et revendique une refonte des grilles et la baisse des effectifs.



"3 185 postes n'ont pas trouvé preneurs aux concours 2024 du 1er et du 2d degrés", avance le Snes dans une enquête publiée le 6 septembre 2024. Shutterstock

En cette rentrée 2024, "il manque au moins un professeur dans 56 % des collèges et lycées", affirme le Snes-FSU, dans le cadre d'une enquête publiée le 6 septembre 2024. Des résultats qui "confirment la pénurie d'enseignants, mais aussi d'AESH et d'AED", selon le syndicat.

Alors que Nicole Belloubet assurait, lors de la conférence de presse de rentrée, que le ministère de l'Éducation nationale était "tout proche de l'atteinte des objectifs de 100 % de couverture du besoin en enseignants" ([lire sur AEF info](#)), le Snes-FSU se dit "en mesure de montrer que la promesse n'est pas tenue".

Méthodologie

Cette enquête, qui "a vocation à faire une photographie à un instant T", précise le Snes-FSU, a été réalisée par téléphone et e-mails auprès des responsables de sections du Snes-FSU d'établissements du 30 août au 5 septembre, sur un échantillon de 893 établissements "en prenant en compte le poids de chaque académie, ainsi que la répartition collèges/lycées".

Postes non pourvus, remplacements de longue durée "prévisibles et non remplacés"... "Tout confirme la crise structurelle que traverse l'Éducation nationale", estime le syndicat, qui observe aussi que dans certaines disciplines, comme le français et les mathématiques, où doivent se mettre en place les groupes au collège, il existe "un grand nombre de postes non pourvus".

"Toutes les académies sont concernées" :

Et ce, dans toutes les académies, affirme aussi le Snes-FSU, qui mentionne celles de :

- Versailles, avec "72 % des établissements dans lesquels il manque au moins un professeur,"
- Créteil (63 %),
- Mayotte, où, sur un échantillon de 20 établissements sur 33, "il manque en moyenne 6 professeurs par établissement",
- Normandie, où il manque "au moins un professeur dans 43 % des collèges et lycées".

Des enquêtes ont aussi été menées dans les départements de la Dordogne (académie de Bordeaux), où, au 3 septembre, "il manquait au moins un enseignant dans 70 % des établissements (réponse de 37 établissements sur 48)", et du Gers (académie de Toulouse), où, au 4 septembre, "il manquait au moins un professeur dans 46 % des établissements (échantillon de 30 établissements)".

Les personnels enseignants ne sont pas les seuls à manquer, poursuit le Snes-FSU, qui a recensé "17 % de collèges où il manque au moins une AESH", et près de 15 % établissements concernés par "le manque d'au moins un AED".

"Nous faisons tout pour qu'il y ait un professeur devant chaque classe, il y a énormément de situations complètement résolues", assure Nicole Belloubet sur *France inter*, le 2 septembre 2024. Sans exclure "des situations ponctuelles, comme un enseignant malade la veille de la rentrée, ou des difficultés à recruter sur certaines disciplines très techniques", l'ancienne ministre affirme que "dans l'immense majorité des situations, les professeurs sont là".

Recrutement de contractuels : "du bricolage"

Pour couvrir ces besoins, Nicole Belloubet met aussi en avant le recrutement de contractuels : bien que 3 000 postes n'aient pas été pourvus aux concours, la ministre démissionnaire assure, depuis, "avoir travaillé", notamment en recrutant des contractuels "dès le 1er juin", qui ont suivi, "pour certains, une formation. Nous avons comblé ces déficits", concluait la ministre.

Des recrutements "en catastrophe", selon le Snes, qui dénonce une formation "de quelques jours" : rien qui ne "permette de combler les postes vacants et d'assurer les remplacements", selon le syndicat. Qui a décompté, la veille de la rentrée, "1 301 annonces pour recruter dans le second degré sur le site de France Travail, contre 1 646 le 6 septembre", le faisant déplorer un "bricolage institutionnalisé".

Refonte des grilles, baisse des effectifs...

Le prochain ministre de l'Éducation nationale dans le gouvernement de Michel Barnier devra "prendre la mesure de la grave crise" que traverse ce ministère, alerte le Snes, qui revendique notamment :

- "d'augmenter les salaires de tous les personnels (qu'ils soient en début, milieu ou fin de carrière),
- l'abandon du 'pacte enseignant',
- une augmentation de 15 % du point d'indice,
- une refonte des grilles qui porterait une entrée dans le métier, ~~ISOE~~ comprise à 2 500 € net pour les certifiés, ~~CPE~~ ou ~~PsyEN~~ et 2 750 € pour les agrégés,
- de diminuer les effectifs dans les classes".

"Il faut se saisir de la baisse démographique pour revaloriser et recruter", considère le Snes, qui décompte, en sept années de rentrée, "8 865 emplois d'enseignants supprimés dans le second degré public pour 7 441 élèves en plus", et estime qu'il faudrait 10 617 emplois pour retrouver le taux d'encadrement de 2017 dans le second degré.

Generated with Reader Mode